

Merci Marianne, merci Marc, merci à tous, et en particulier à vous, élus locaux, d'être présents aujourd'hui.

Tout d'abord, permettez-moi de m'excuser si j'ai la voix légèrement enrouée ou les traits quelque peu tirés. Je reviens de quelques jours au salon de l'agriculture. Et croyez-moi, on y rencontre bien plus de vrais gens là-bas que dans l'hémicycle !

Je m'excuse à nouveau car, je vous préviens, je vais être long. Long, car j'ai des choses à vous dire. Long, car je veux vous parler de notre circonscription, de notre pays. Et surtout, long, car je veux vous parler de moi, de qui je suis, de ce que je pense et pourquoi je sollicite vos suffrages. Dans moins de 100 jours, vous serez appelés à choisir celui ou celle qui portera votre voix à l'assemblée. Ce choix, vous devez pouvoir le faire en toute transparence. C'est pour cela que je commence ma campagne aujourd'hui, pour avoir le temps de venir à la rencontre des quelque 110 000 habitants de notre circonscription, me présenter à eux, écouter leurs attentes, leurs inquiétudes et leurs espoirs.

Je tenais à vous partager l'émotion qui est la mienne d'être ici. D'aussi longtemps que je me souviens, je me suis toujours intéressé à la politique. A 16 ans, j'ai écrit à notre député, Jean-Paul Charié, pour lui dire que j'avais envie de m'investir. Il m'a reçu et écouté. J'ai pris ma carte à l'UMP. A 18 ans, j'ai pris des responsabilités dans notre mouvement de jeunes, les Jeunes Populaires. Lors des campagnes des européennes de 2009 puis des régionales de 2010, Catherine Soullie m'a formé et transmit sa passion militante. Et surtout, j'ai rencontré Marianne. Quelques mois après sa prise de fonction, elle a réuni les adhérents de notre circonscription. J'ai été immédiatement séduit. Son humanité, sa franchise ont immédiatement tranché de l'attitude des politiciens qui ne voient souvent dans les jeunes militants que des colleurs d'affiches. Et pourtant, avec Hervé, nous en avons collé des affiches ! La campagne de 2012 était là, et Marianne a gagné.

En 2014, aux élections municipales, je me suis engagé sur la liste de la droite et du centre où j'habite, à Pithiviers. Nous l'avons emporté, et j'ai pris en main le commerce, l'artisanat et le tourisme. Avec Christophe Simonet, nous avons fondé l'union commerciale, l'OCAIP. Ensuite, j'ai porté la création du conseil citoyen, le CESEL, pour associer davantage la population aux décisions municipales. Avec l'appui des associations, nous avons redonné en 2015 puis en 2016 à la Saint-Georges son caractère de foire commerciale, artisanale et agricole.

Malheureusement 2016 fut aussi la fermeture de la maternité. Et d'un choix que je ne comprendrai jamais, celui du maire de Pithiviers d'abandonner notre territoire, nos soignants. Alors que la population et les élus, bien au-delà des frontières politiques, se sont mobilisés, il a été le seul à abandonner notre Hôpital et sa maternité. Assumant ce désaccord, j'ai quitté la majorité et me suis retrouvé, bien seul à l'époque, dans l'opposition. En janvier 2017, les maires et élus du Pithiverais m'ont fait confiance pour devenir vice-président de la communauté de communes en charge du tourisme. Après de longs échanges avec les autres collectivités, nous avons créé l'office de tourisme du Grand Pithiverais. Cette structure publique était et reste unique en Centre Val de Loire. Nous sommes, et je pense y avoir pris ma part, le seul territoire qui a été capable de mutualiser ses forces et ses moyens à l'échelle de plusieurs communautés de communes pour porter la compétence tourisme. En tant que président, je tache au quotidien de faire rayonner notre territoire et de développer l'économie touristique.

Vient ensuite l'élection législative de 2017, où Marianne m'a choisi comme suppléant. Choix qui peut paraître naturel aujourd'hui, mais qui était loin de faire l'unanimité. Je la remercie à nouveau de m'avoir accordé sa confiance. Dans un contexte compliqué, grâce à vous et à notre ancrage local, nous avons résisté à la vague En Marche.

Viennent ensuite les municipales de 2020. Après la solitude de l'opposition, j'ai essayé de constituer un large rassemblement pour présenter une alternative au maire sortant. Malgré les divisions, nos concitoyens nous ont placés en tête des listes d'oppositions. Les basses manœuvres du maire sortant et le confinement n'ont pas permis la fusion des listes d'alternance que tous espéraient. Ce rassemblement au deuxième tour, pourtant prévu, était la condition de la victoire. Comme nous le craignons, nos egos ont permis au maire sortant d'être reconduit, malgré les suffrages d'à peine 30% des Pithivériens. Notre échec aux municipales restera ma plus grande déception. Je prends ma part de responsabilité dans notre défaite. Et surtout, j'en tire une conclusion : il ne faut jamais laisser la division s'installer. Il faut rassembler, rassembler coûte que coûte.

Voilà mon parcours et voilà pourquoi je suis là aujourd'hui. Quand, à l'automne dernier, Marianne a décidé de ne pas y retourner et m'a demandé d'y aller, certains ont dit que tout cela était calculé de longue date, que j'avais un plan de carrière. Et bien non, je n'ai pas de plan de carrière, je n'ai pas calculé tout cela quand j'ai écrit ce courrier à Jean-Paul Charié il y a 14 ans.

Mais oui, j'ai une passion viscérale pour les affaires publiques et pour notre territoire. Oui, j'ai envie de m'investir et de le servir. Et oui, quand j'ai la possibilité de le servir plus efficacement, je me mets à son service. Et j'assume totalement cet engagement constant, sans jamais renié ni mon territoire ni mon parti. Cette fidélité j'en suis fier. Nos concitoyens ne supportent plus les parachutages de grands pontes parisiens. Ils ne supportent plus les politiciens qui changent de parti aussi souvent que le pays change de président.

Alors non, je n'ai pas fait l'ENA, non je n'ai pas fait polytechnique et non je n'ai même pas fait Sciences po. Je ne suis qu'un enfant du Loiret. Je suis né à Pithiviers, j'ai grandi à Egry, j'étais au collège à Beaune, j'étais au lycée Durzy à Montargis, j'ai fait une fac de droit à Orléans et un BTS agricole à Châteaudun. Non je n'ai pas fait de grandes écoles, non je n'ai sans doute pas toutes les clefs que peuvent avoir certains apparatchiks. Mais est-ce là le plus important ? N'est-il pas plus important de connaître son territoire, de connaître ses habitants et de les aimer ?

Au journaliste de France Bleu qui m'interrogeait tout à l'heure sur mes modèles en politique je n'ai pas répondu Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy ou Valérie Pécresse. Non, mes modèles ce sont Marc Gaudet, Marie-Agnes Linguet, Monique Beviere, Delmira Dauvillier. Ce sont ces femmes et ces hommes qui se battent au quotidien pour leur territoire. Sans jamais chercher à faire de la politique politicienne ni à tirer la couverture à eux, ils œuvrent avec abnégation pour vous servir.

Lorsque le premier confinement a été décrété et que l'on a commencé à parler du monde d'après, j'ai été le premier à ne pas y croire. A ne pas croire que cette crise sanitaire suffisait à réveiller les consciences. Ce fut malheureusement le cas. Après deux ans de crises sanitaires, nous étions revenus à la case départ. Les grands discours sur la réindustrialisation sont restés lettre morte. Nos stocks de masques, de médicaments, de matières premières sont toujours ridicules. Notre capacité de production est toujours insuffisante.

La guerre en Europe, parce que c'est bien de cela dont il s'agit en Ukraine, aura au final bien plus d'impact. Elle révèle toute la fragilité de notre pays et de notre continent. La France, ou même l'Europe, n'est plus autonome. Nous sommes dépendants dans les domaines de la santé, de l'énergie, des transports, de l'information. Alors que la Russie a déployé plus de 250 000 hommes aux frontières de l'UE et de l'OTAN, de quoi sommes-nous capables ? Après 10 jours de conflits, nous sommes tout juste en capacité de déployer chez nos alliés Roumains 500 hommes et 4 mirages 2000, des avions qui ont près de 30 ans, en Lituanie.

Il y a un mois, deux parlementaires, dont un de la majorité, ont rendu un rapport sur la capacité de la France à combattre dans un conflit dit de haute intensité. La référence récente, c'est la guerre des Malouines. Dans un conflit similaire, face à une nation théoriquement plus faible, nous serions à courts de munitions au bout de deux jours et n'aurions plus d'avion en état de vol au bout de 9 jours.

Ce constat effarant, accablant, n'est pas anecdotique. Une action militaire, comme celle menée par Nicolas Sarkozy contre le dictateur libyen en 2011, n'est même plus envisageable. Macron a annoncé le départ de nos troupes du Mali, mais, privé des Antonov ukrainien, nous sommes dans l'incapacité de ramener rapidement nos hommes dans leur foyer.

Cette impuissance militaire n'est que la partie émerger de l'iceberg. Ce qui paraissait évident, naturel, logique hier redevient crucial aujourd'hui. Notre capacité à nous défendre, à protéger nos intérêts et nos alliés est insignifiante. Notre capacité à être indépendant pour notre énergie a été réduite, plus de 90% de l'hiver, nous avons dû importer de l'électricité de l'étranger. La souveraineté alimentaire n'est plus qu'un mirage macronien tant nous sommes soumis aux importations pour alimenter nos rayons.

Et il ne s'agit là que des crises déjà présentes. Notre manque de préparation face au Covid puis face à la crise russe m'interpelle. Comment allons-nous gérer les conséquences du dérèglement climatique ? Sommes-nous prêts si, cette année, l'année prochaine ou dans 5 ans un épisode de sécheresse durable s'installait de l'autre côté de la Méditerranée ; que les populations d'Afrique du Nord, c'est-à-dire 200 millions de personnes, se retrouvaient privées d'eau et de nourriture. Serions-nous en capacité de fournir une assistance humanitaire ? Serions-nous en capacité de gérer les flux migratoires sans précédent provoquer d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuient la faim et la soif ? Nous, le continent le plus riche du monde, laisserions-nous nos voisins mourir dans leur pays ou à nos frontières ? Je crains que la réponse ne soit pas satisfaisante parce que nous n'osons pas poser la question.

Le temps de l'insouciance est terminé. Il faut se réveiller. Se reprendre en main. Les vraies questions doivent redevenir la priorité. Est-ce que la lumière va s'allumer quand vous allez appuyer sur l'interrupteur ? Y aura-t-il de la nourriture au supermarché ? Est-ce que nos médicaments seront disponibles à la pharmacie ? Est-ce que, demain ou après-demain, ne serons-nous pas réveillés, comme nos frères ukrainiens, par les sirènes d'alertes.

Le débat politique est bien loin de ces préoccupations. Nos élites ont perdu le sens des priorités. Nous avons passé des mois à débattre de l'écriture inclusive, de l'utilisation du pronom « iel ». Quinze ans que l'on refuse de s'engager dans le renouvellement du parc de centrales nucléaires parce que ce n'est pas dans l'air du temps. Des décennies que la désertification médicale s'installe en France, en particulier dans notre ruralité, mais il ne faut pas toucher à la sacro-sainte liberté d'installation des médecins. Il faut se poser les bonnes questions, dans tous les domaines. Il y a en France 23 millions de personnes qui travaillent

dans le privé. C'est le travail de ces 23 millions de personnes, par leurs cotisations et leurs impôts, qui permettent de financer les retraites, la fonction publique et l'ensemble des services publics. Ceux qui refusent de débattre de l'allongement des durées de cotisation et de la conditionnalité des minima sociaux n'ont pas conscience de la fragilité de notre système.

S'engager en politique, quel que soit son parti, c'est espérer construire un lendemain plus heureux. S'engager, c'est travailler pour faire en sorte que nos enfants aient une vie meilleure que la nôtre. Eh bien je vous le dis, avec franchise, nos décideurs sont à côté de la plaque. On ne peut construire le bonheur, individuel comme collectif, que si l'essentiel est assuré. Et ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'essentiel c'est la sécurité, c'est l'alimentation, c'est la santé, c'est l'instruction, c'est le respect de l'autre. Ces fonctions, pourtant essentielles au fonctionnement d'une société, ne sont plus assurées. Malgré un Etat qui ponctionne plus de 56% des richesses nationales, il n'est pas en capacité d'assurer à ses citoyens leur sécurité du quotidien.

Ce constat, peu osent le poser. La gauche et sa myriade d'écuries ont depuis longtemps privilégié leurs idéologies à notre patrie. Macron et ses alliés opportunistes gèrent le quotidien, mais sont incapables de se projeter dans un avenir à rebâtir. Quant à l'extrême droite, bien qu'elle partage partiellement nos constats, elle refuse de voir la réalité en face. Quelle est la crédibilité de Marine le Pen et d'Eric Zemmour à parler de nos intérêts nationaux ? Ils défendaient il y a encore quelques semaines le retrait de la France de l'OTAN et de l'UE.

Soyons honnêtes sur nos capacités. La France de 2022 n'est plus celle de 1962. Nous ne pouvons nous passer de nos alliés militaires comme de nos partenaires commerciaux. La France seule, c'est la France faible. Les grands discours sur la France, puissance mondiale, puissance non alignée capable de décider seule de son destin et de celui du monde font plaisir. Ils flattent nos egos et nous rappellent à juste titre ceux du général de Gaulle. Mais ils occultent l'essentiel. L'essentiel, c'est que la France gaullienne, pour parvenir à cette indépendance stratégique a fourni des efforts incommensurables. Nos aïeux ont travaillé sans relâche pour bâtir cette souveraineté. Après la guerre, il a fallu plus de 20 ans pour restaurer l'autonomie militaire et économique du pays. Depuis, cette indépendance s'est étiolée. Notre naïveté sur la mondialisation et l'oisiveté générale engendrée par les mandats Mitterrand ont affaibli notre pays, au point de le rendre incapable de décider seul de sa destinée. Ce constat, dur, ne doit servir qu'à renforcer notre détermination à nous réveiller. Il doit susciter en nous détermination, ambition et abnégation.

Ces propos, ce constat, peuvent paraître bien éloignés des problématiques de Fleury-les-Aubrais ou de Bromeilles. Bien qu'ils ne soient pas nos problématiques quotidiennes, ils pourraient le devenir rapidement. Je crains que trop de nos parlementaires l'aient oublié.

Les députés socialistes puis macronistes ont détruit la fonction de député. Un député, ce n'est pas quelqu'un qui parcourt les plateaux de télévision pour défendre l'inverse de ce qu'il a voté la veille. Un député, ce n'est pas un boomer qui alimente ses storys instagram avec des selfies de gendarmes ou de médecins. Un député, ce n'est pas au Président qu'il rend des comptes, c'est à ses électeurs.

Le mandat que je vous sollicite, c'est d'abord un mandat politique. Oui, je suis de droite et si je souhaite devenir député, c'est pour porter une politique de droite. Pas du centre droit, du centre ou de je ne sais quelle nuance venue du Havre. Une politique de droite. Être de droite, c'est d'abord considérer que l'état doit assurer ses fonctions essentielles : la sécurité, la

souveraineté énergétique et alimentaire, la santé, l'instruction. Être de droite, c'est faire confiance aux élus locaux, en leur rendant leur autonomie financière et décisionnelle, en contrepartie d'une réelle clarification des compétences. Être de droite, c'est dire que le travail doit payer, payer vraiment. Pas un peu plus que l'assistanat. Le travail doit être pleinement valorisé, y compris dans la fonction publique. Enfin, être de droite, c'est laisser leurs libertés aux citoyens, aux entreprises, aux associations. Dans quel pays sommes-nous quand une entreprise, une collectivité, un individu passe plus de temps à attendre que les délais administratifs et les recours soient éclusés qu'à mettre en œuvre ses projets ? Dans quel pays sommes-nous quand les bureaux d'études, les cabinets de conseil, les experts qui réalisent les études d'impact coûtent près d'un tiers du coût total du projet, sans pour autant en sécuriser la réalisation ?

Le mandat que je vous sollicite, c'est ensuite un mandat de législateur. Les députés, collectivement, sont responsables de la loi et du bon fonctionnement du gouvernement, donc de l'Etat. La prochaine Assemblée devra se ressaisir de ses compétences. Après les députés godillots de Sarkozy, les députés frondeurs de Hollande et les députés fantômes de Macron, nous devons avoir des députés responsables. Quelle est la crédibilité de Stéphanie Rist qui a voté la fermeture de Fessenheim et qui soutient aujourd'hui la construction de 6 EPR ? Quelle est la crédibilité de Richard Ramos qui nous parle sans cesse de son jambon sans nitrite et de la souveraineté alimentaire alors qu'il a voté pour une PAC qui prive nos agriculteurs de 5% de leur surface ? Quelle est la crédibilité de Caroline Janvier qui nous assène des banalités sur les déserts médicaux mais qui refuse toutes mesures contraignantes pour l'installation des médecins ? A force de voter l'inverse de ce qu'ils promettent, de ce qu'ils disent, et parfois même de ce qu'ils ont voté quelques mois avant, les députés macronistes ont tué leur fonction. Non, un député, c'est un Homme de conviction. C'est quelqu'un qui, au-delà des partis et des circonstances, est capable de porter une ambition pour notre nation. Je vous le dis, avec moi, point de renoncement ni de revirement.

Le mandat que je vous sollicite, c'est également un mandat d'action. Non, un député n'est pas que celui qui vient aux cérémonies patriotiques et aux forums des associations. Un député doit aussi être là pour accompagner, et parfois même débloquer des dossiers locaux. Il ne s'agit surtout pas d'intervenir dans le fonctionnement des collectivités ou de l'Etat. Je considère que nous devons, sur certains sujets déterminants, savoir dépasser le cadre de notre fonction pour faire avancer certains projets. Ici, à Egry, dans le village de Jean-Paul, je ne prendrai que l'exemple de l'A19. Sans son investissement et celui de Paul Masson, ce projet n'aurait probablement pas vu le jour. Sans se substituer aux acteurs compétents, le député doit savoir user de son influence pour interpeller les décideurs, les mettre ensemble autour d'une même table et, le cas échéant, les mettre en face à leurs responsabilités. Je suis sidéré du silence complice de Richard Ramos sur le pont de Jargeau ou sur la ligne de train Orléans-Châteauneuf. Alors que les élus locaux se sont mobilisés pour désenclaver leur territoire, il s'est tu. Son silence, complice des escrocs, déshonore la fonction. Être député, c'est aussi soutenir le développement de son territoire. Quand une collectivité, quelle que soit l'orientation politique de son président ou de son maire, veut investir dans votre territoire, il faut tout faire pour la soutenir.

Enfin, le mandat que je vous sollicite, c'est un mandat de proximité. Marianne va me dire « il était temps ! » Et bien oui, j'ai choisi de terminer par cela car c'est l'essentiel. L'action locale, l'action législative et l'action politique ne sont possibles que si elles sont fondées sur un réel ancrage local. Qu'est-ce que cela veut dire ? Et bien déjà, ça veut dire être au contact pendant la campagne et jouer franc-jeu. Ça tombe bien, c'est notre cas ! Pas de faux suspens ou de

récit romanesque. Marianne a décidé d'arrêter, m'a demandé d'y aller. C'était en septembre. Notre parti, les Républicains, m'a accordé son soutien. C'était en octobre. Depuis, je fais le tour des acteurs locaux, élus, chefs d'entreprises, présidents d'associations. J'aurai terminé d'ici la fin mars. Je ferai alors le tour des 104 communes de notre circonscription. Pas en hologramme, mais en chair et en os. Ce ne sera pas le Zénith ou le CO'Met, ce sera plutôt ambiance saucisson pinard. Parce que les vrais échanges, ils ne sont pas là, avec moi d'un côté du pupitre et vous sagement assis à attendre le kir. Les vrais échanges, ils seront dans 15 minutes, quand j'aurai terminé mon propos et que nous discuterons en face à face, d'égal à égal, autour d'un perrier, ou d'une bière, locale, évidemment !

Ce lien direct, je souhaite l'instaurer dès le début de la campagne, c'est pour cela que nous distribuerons dès demain notre premier tract, pour expliquer notre candidature et surtout pour vous interroger. Parce qu'un député, au-delà de ses convictions personnelles, est avant tout l'ambassadeur de son territoire dans l'hémicycle. Il m'a semblé important de solliciter nos concitoyens sur une dizaine de questions qui sont déterminantes dans le prochain mandat.

Ce lien direct, entre les 120 000 habitants de notre circonscription et leur député, je le maintiendrai une fois élu. Je considère que la première des missions d'un parlementaire, c'est d'écouter la population. La légitimité d'un député ne vient pas des 50%, ou un peu plus, j'espère, qu'il a fait aux élections. Sa légitimité vient du terrain, du contact permanent avec la population. Le meilleur des lobbies, ce n'est pas celui de la FNSEA ou du MEDEF, c'est celui du chef d'entreprise et du maire.

Demain, je souhaite maintenir un lien permanent avec les corps intermédiaires. Ce mot, bien compliqué et décrié, réunit celles et ceux qui sont les acteurs du quotidien, passionnés et exigeants. Il s'agit d'abord des élus locaux. Et le premier d'entre eux, le président du département et ses conseillers départementaux. J'en profite pour te remercier Marc, merci pour ta confiance et de ton soutien. C'est évidemment les maires qui sont devenus les chevilles ouvrières de la République, quasi bénévoles au service de nos territoires. Ils se battent au quotidien, avec les présidents de communauté de communes, pour maintenir un service public de qualité dans nos communes. Si l'Etat était géré comme nos collectivités, croyez-moi, nous n'en serions pas là ! Les corps intermédiaires, ce sont évidemment les chefs d'entreprises et leurs représentants. Comment comprendre et défendre son territoire sans être à l'écoute du monde de l'entreprise. Ils sont ceux qui créent la richesse, font vivre notre pays et nos concitoyens. Ils méritent notre respect. Ils auront tout mon respect et mon écoute. Enfin, les corps intermédiaires, ce sont les associations. Ces milliers de bénévoles qui, au quotidien, consacrent leur temps et leur énergie au service des autres. Sans eux, notre ruralité serait déjà morte depuis longtemps. Dans le domaine culturel, patrimonial, festif, caritatif ou sportif, ils contribuent à la vie de nos territoires.

Au-delà de ce lien permanent avec les forces vives, je serai disponible pour tous les habitants de notre circonscription. Ma porte sera toujours ouverte. Les lettres, appels et courriels auront tous une réponse. Je tiendrai, chaque semaine, une permanence libre et sans rendez-vous. Je viendrai dans les communes de plus de mille habitants, à votre rencontre, au moins une fois par trimestre. Et je me rendrai disponible, pour des permanences décentralisées, au moins une fois par an dans chacune des 104 communes. Oui, je veux être un député de terrain, un député qui accepte de se faire interpeller, dans sa permanence comme à l'AG du comité des fêtes ou sur les abords du terrain de rugby.

Chers amis, pour être votre prochain député, j'ai besoin de vous. Une élection, ça se gagne en équipe !

Cette équipe, parce que vous êtes là aujourd'hui, vous en êtes le socle. Il va falloir le consolider et l'élargir. Et il va falloir le faire vite, l'élection, c'est dans 98 jours !

Nous savons tous que le contexte est extrêmement pesant. Nous sommes tous, et à raison, préoccupés par la guerre en Ukraine, par la pandémie et les lourdes conséquences à venir sur notre quotidien, en particulier sur le pouvoir d'achat. Mais je refuse que le débat démocratique passe à la trappe. Les crises que nous traversons sont lourdes. Et je crains que ce ne soit pas les dernières. Mais il ne faut pas que cela conduise nos concitoyens à se désintéresser de la politique, au contraire. Nous devons nous mobiliser pour que la participation soit la plus élevée possible, et le débat électoral le plus riche possible. Le prochain député ne doit pas être élu par défaut. Il doit être élu par adhésion.

Pour renouer avec ce lien, j'ai décidé de lancer ma campagne aujourd'hui, alors que mes concurrents attendront probablement que l'élection présidentielle soit passée. Et je la commence en adressant à chacun des habitants de notre circonscription un questionnaire pour connaître leurs attentes sur une dizaine de sujets qui me semble déterminants pour les prochaines années. Vous l'aurez compris dans mon long propos du jour et le verrez dans mon questionnaire, je veux faire une campagne sans tabou. Une campagne électorale, ce doit être le moment de se poser les questions, toutes les questions. Notre démocratie se meurt de s'attarder au détail plutôt que de s'interroger sur les choix importants à faire.

Ce questionnaire, accompagné d'un tract pour expliquer les raisons de notre candidature et présenter mes engagements moraux, j'ai besoin de vous pour le distribuer. Merci aux volontaires de se rapprocher de mon équipe de campagne, en particulier de Gabriel et d'Emmanuel, qui la dirige.

Chers amis, aujourd'hui débute une belle aventure. Les 100 prochains jours vont être 100 jours de rencontres, d'échanges, de dialogues et de débats. D'avance merci pour votre mobilisation, votre énergie et votre confiance.

Ensemble, nous allons bâtir un nouvel espoir !